

Opinion
Jean-Paul
Guichard



Économiste et auteur de « L'État-parti chinois et les multinationales » (L'Harmattan)

Chine- Amérique: le terrible engrenage

JDD 9/11
p24

L'an dernier, Barack Obama avait séché la réunion de l'Asia-Pacific Economic Council (Apec) à Bali. Il vient cette fois à celle de Pékin, lundi et mardi, pour un face-à-face. Les dirigeants chinois rêvent de faire de leur pays la puissance hégémonique. Avec les États-Unis, les sujets de discorde ne manquent pourtant pas : quotas de votes au FMI, excédents commerciaux chinois et sous-évaluation du yuan, revendication de la souveraineté chinoise sur la mer de Chine et ses îles, programmes militaires, et surtout deux projets concurrents de zones de libre-échange « Pacifique ». L'un est américain, l'autre chinois, et les deux s'excluent.

LES TEMPS SONT LOIN où Richard Nixon scellait une belle alliance avec la Chine, contre l'URSS et le

Vietnam. L'ouverture au monde de l'empire du Milieu s'est faite grâce à la sous-traitance et à la multiplication de « joint-ventures » entre conglomérats chinois et groupes occidentaux et nippons. Elle avait pour cadre un modèle mercantiliste piloté par un État-parti puissant et des firmes mondialisées liés par un intérêt commun bien compris dont les ingrédients sont communs : répression sociale, travail à bas coûts et pratiques protectionnistes, notamment monétaires.

RÉSULTAT : les profits des firmes multinationales et les exportations chinoises ont explosé. Dans le même temps, les pays développés perdaient leurs bases industrielles. Un processus calamiteux aggravé par l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, grâce à Bill Clinton, au nom du libre-échange pour tous. À l'arrivée, le système a fait émerger des firmes chinoises géantes, très

expansionnistes et concurrentes des firmes occidentales et japonaises.

CE DÉSÉQUILIBRE est à l'origine d'un terrible engrenage dont nous avons déjà fait les frais avec la crise des subprimes. Les excédents chinois se sont investis en titres du Trésor et des agences de crédits hypothécaires (*agencies*) américains, contribuant à la constitution d'un formidable endettement, notamment dans l'immobilier. La crise des subprimes a éclaté et frappé les pays développés, mais pas la Chine.

AU PRINTEMPS 2008, la Chine arrête le processus d'appréciation du yuan initié en 2005 et se retire au pire moment des *agencies*, obligeant le gouvernement américain à un sauvetage en catastrophe. Autre attaque sournoise : en 2009, la

Chine vendait ses bons du Trésor de long terme suscitant une hausse des taux d'intérêt,

et tentait de constituer, sous l'égide du FMI et de son directeur général, Dominique Strauss-Kahn, une monnaie nouvelle pour remplacer le dollar.

LA RÉPLIQUE AMÉRICAINE prendra la forme du *quantitative easing* et de l'organisation en avril 2013 d'un effondrement spectaculaire du cours de l'or, cet ennemi du dollar. L'idée d'une harmonie du G2, ChinAmerica, a vécu.

Aujourd'hui, la Chine essaie en sous-main de lancer une zone de libre-échange du Pacifique sans les États-Unis, tandis que ces derniers tentent de forger un partenariat trans-Pacifique (TPP), sans la Chine : un travail d'équilibriste visant, sous couvert de libre-échange, à se protéger de l'empire du Milieu tout en confortant les intérêts de leurs multinationales, elles, liées à la Chine. ■

« L'idée d'une harmonie du G2, ChinAmerica, a vécu »

Imaginez que vous puissiez négocier le montant de votre impôt avec le Trésor public, un peu comme on marchandait l'achat d'une vieille babiole au marché aux puces. Bienvenue au Luxembourg. Certes il existe bien un code des impôts. Mais visiblement, c'est pour les tocards ! Les multinationales, elles, négocient directement de gros rabais avec les autorités luxembourgeoises. Une fois le rabais obtenu, vous rapatriez tous vos bénéfices au Luxembourg. À la clé, ce sont des milliards d'euros qui échappent au fisc français, allemand, britannique... On savait que de telles pratiques avaient cours au Grand-Duché mais le rapport « LuxLeaks » montre qu'il s'agit d'une industrie à grande échelle, impliquant des centaines de multinationales.

VOILÀ QUI EST BIEN EMBARRASSANT pour Jean-Claude Juncker, artisan de ces accords fiscaux quand il était Premier ministre du Luxembourg, et qui dirige aujourd'hui la Commission européenne. Déjà, le Front national appelle à sa démission. Depuis longtemps, l'ancien ministre de l'Économie Jean Arthuis dénonce ce double jeu de Jean-Claude Juncker : « Le matin, il nous fait la leçon. Et l'après-midi, il nous fait les poches. » De l'aveu même de l'actuel ministre des Finances luxembourgeois, « une situation où les entreprises ne paient nulle part de l'impôt est intenable par rapport aux contribuables ».

D'AUTANT QUE ces dérogations fiscales s'apparentent à des aides d'État. Comment expliquer que la Commission interdise les aides octroyées par la France à la SNCM, mais tolère les aides fiscales accordées par le Luxembourg à Apple ou Amazon ? « Si l'Europe ne change pas, il y a des risques de populisme », a prévenu François Hollande jeudi soir. L'un de ses prédécesseurs à l'Élysée apporte la solution. Valéry Giscard d'Estaing propose la création d'une Europe resserrée, « Europa », reposant sur l'harmonisation fiscale et sociale. Jean-Claude Juncker sera-t-il à la hauteur ? ■